

Convention nationale
EXTRAITS D'INTERVENTIONS
Page 2 à 10

Événement
LES RENCONTRES RETRAITE
Page 12

N°574
DU 5 AU 11 JUIN
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION : David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
(76 32) • PHOTO Philippe Grangeaud
(76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon
(79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE :
0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communication, tiré à
24 300 exemplaires



Pour un nouveau modèle de développement

Répondre aux espérances des Français



Extrait de l'intervention de Martine Aubry lors de la Convention du 29 mai

L'essentiel pour les socialistes aujourd'hui, c'est de nous voir rassemblés autour d'un projet qui apporte des réponses d'aujourd'hui aux souffrances des Français, à leurs difficultés, mais surtout à leurs espoirs, à leurs espérances. C'était la raison de cette journée.

Quand on regarde, si on en avait besoin, ce qui s'est passé ces dernières semaines dans le monde, en Europe et dans notre pays, on se rend bien compte qu'il fallait changer les choses et porter un autre modèle. Nous disons, nous, depuis toujours, ce modèle

libéral nous mène au mur. Il marche sur la tête et encore plus depuis que c'est ce modèle libéral financier qui a pris le pas sur le capitalisme pur.

Si on appliquait notre nouveau modèle, on remettrait l'économie réelle devant la finance. On aurait une politique industrielle créatrice d'emplois et une société plus juste, plus humaine.

La réforme des retraites est aussi emblématique du nouveau modèle que nous voulons proposer aux Français.

Quand j'entends parler de report de l'âge légal de départ à la retraite, j'ai envie de

Suite du discours p.2

L'AGENDA

8 juin

► Rénovation
Conseil national
à la Mutualité, Paris.

9 juin

► Retraites
"Rencontres pour la
retraite universelle et
personnalisée" à Toulouse.
Suivront, Marseille, Mont-
de-Marsan et Saint-Ouen
le 10 juin.
D'autres dates et lieux
p.12.

14 juin

► Forum des idées
Nouvelles perspectives
pour notre agriculture.
Rendez-vous à Cluny
(Saône-et-Loire).
Renseignements
et inscription sur
forumdesidees@parti-
socialiste.fr,
Tél. : 01 45 58 77 11.

3 juillet

► Rénovation
Convention nationale au
Carrousel du Louvre.

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr

citer Nicolas Sarkozy, sur RTL, en mai 2008 : « Je dis que je ne le ferai pas, ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai pas de mandat pour faire cela et cela compte, vous savez, ça, pour moi ».

En effet, nous savons, ça compte. Les promesses du Président, ça compte pour lui... On se souvient du Président du pouvoir d'achat, de celui qui promettait de donner aux Français la possibilité d'être tous propriétaires et qui n'a donné davantage qu'à ceux qui le sont déjà.

Les engagements de la droite se sont évanouis, là comme ailleurs, et l'objectif aujourd'hui, c'est, nous l'avons compris, le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite. Tout le reste, c'est de l'emballage. Nous le savons pertinemment, non seulement l'âge légal est une mesure injuste. Nous, socialistes, nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui ont fait des travaux pénibles, qui pour la plupart sont d'ailleurs au chômage à 50 ou 55 ans, puissent continuer à prendre leur retraite à 60 ans s'ils le souhaitent. C'est une protection, c'est une garantie, c'est une liberté. Il y a trois millions de salariés en France qui ont commencé à travailler avant 19 ans, qui ont aujourd'hui leurs 41 ans à 60 ans, ils sont pour la plupart au chômage.

Il faut savoir que même si on repousse l'âge légal de départ à la retraite, et Daniel Cohen l'a dit très fortement à Éric Woerth, de 60 à 63 ans, même si on repousse de 41 ans à 45 ans la durée de cotisation, ça n'apportera que le tiers des ressources dont on a besoin... Alors qu'on arrête de raconter des histoires aux Français. Nous voulons qu'on prenne en compte la démographie, mais nous voulons qu'on le fasse de manière juste. Si la droite fait du report de l'âge légal un outil idéologique, quitte à sacrifier des millions de salariés, nous serons là avec les syndicats. Nous dirons: « non, vous ne réglerez pas le problème des retraites, peut-être voulez-vous simplement afficher en 2012 un pseudo-équilibre pour laisser ensuite filer, comme vous l'avez fait précédemment », mais nous dirons aux Français qu'il faut d'autres mesures pour pouvoir effectivement sauver la retraite par répartition. Je ne reviens pas sur nos propositions, vous les connaissez. Nous voulons d'abord faire en sorte que des ressources complémentaires rentrent dans

les caisses des retraites, et notamment, et cela ne nous paraît pas anormal, que les banques, qui refont tant de profits, puissent contribuer avec une augmentation de 15 % de l'impôt sur les sociétés au fonds de réserve. Ce fonds de réserve des retraites qui permettra, une année où il y a moins de croissance, de maintenir effectivement le niveau des retraites.

Nous voulons que les bonus, les stock-options, mais aussi la participation, l'intéressement, qui sont des salaires complémentaires, ou des salaires repoussés, puissent effectivement donner lieu à des cotisations de retraite. Sur la participation et l'intéressement, les syndicats sont d'accord. Nous voulons donc faire entrer des ressources nouvelles, aucune de nos propositions ne touche les classes populaires et moyennes. Aucune de nos propositions ne touche les petites et moyennes entreprises, elles ont trop de difficultés aujourd'hui. Je le redis au gouvernement, acceptons de regarder la réalité des choses.

Et puis nous voulons un système où derrière des garanties collectives, notamment pour les travaux pénibles, les Français aient des choix individuels possibles. C'est là aussi une grande différence entre la droite et la gauche. Nous avons, dans le fond, une réforme qui est fondée sur le partage, partage entre des réponses démographiques et d'autres leviers comme le travail des seniors, partage de l'addition, il faut le dire, entre les salariés, les retraités, mais aussi, et il était temps, les revenus du capital et du patrimoine. Partage entre les générations, voilà ce que nous proposons, une réforme juste, efficace et durable.

Voilà tout simplement ce que nous voulons, retrouver la vraie réforme c'est-à-dire celle qui va vers le progrès. On peut être fiers, non pas pour nous, mais parce qu'on sait que demain, après cette journée, les Français nous regarderont encore plus avec confiance et qu'ils se diront : « Ça va mal aujourd'hui, mais peut-être demain sera une autre espérance pour nos enfants, pour notre pays », parce que notre pays mérite effectivement qu'on porte un autre modèle de développement. Alors merci, chers camarades, pour tout ce beau travail collectif ».

Retrouvez l'intégralité du discours de Martine Aubry sur parti-socialiste.fr

Un travail collectif

La Convention nationale pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique s'est tenue le 29 mai. Extraits des interventions



Pierre Moscovici

« Cette journée de débats a été dans le prolongement de nos travaux préparatoires. Prolongement de nos travaux préparatoires et aussi prolongement des débats des militants.

Évidemment, parmi ceux qui se sont exprimés, il y a des sensibilités qui demeurent, c'est notre diversité, et la diversité est notre richesse. Mais ce qui a été très marquant, c'est la volonté de dépasser nos clivages, de sortir de nos routines, qui a marqué toutes les interventions. Je suis là pour vous présenter ce que la commission des résolutions a retenu des amendements des fédérations à la commission des résolutions. Une cinquantaine de fédérations a proposé des amendements. Sur les 318 amendements proposés, près de 70 amendements émanant de 36 fédérations ont été retenus et intégrés au texte qui va être soumis au vote. Nous avons intégrés les amendements qui relèvent de cette Convention et donc d'un texte sur le nouveau modèle, à l'exception des amendements redondants. Nous n'avons pas non plus intégré les propositions qui remettaient en cause l'équilibre général et les orientations d'un texte qui avait été voté à l'unanimité par le Conseil national et adopté par 90 % des militants.

Plusieurs dizaines d'amendements ont donc enrichi ce texte notamment sur six thèmes.

Sur le thème de l'agriculture et la pêche, nous avons pris en compte l'amendement de la Fédération d'Ille-et-Vilaine qui proposait d'ajouter les ressources halieutiques aux matières premières qui se raréfient. Nous avons écouté ce que disaient les camarades de

la Vendée en incluant la pêche durable dans nos exigences pour l'agriculture durable. Les camarades de l'Eure-et-Loir et la Fédération des Français de l'étranger veulent que nous renforçons le pouvoir des agriculteurs face aux distributeurs. Nous l'avons inclus dans le texte.

Le deuxième bloc d'amendements concerne la culture et les médias. La Fédération des Bouches-du-Rhône souhaitait que nous puissions garantir l'indépendance des médias vis-à-vis des intérêts industriels et financiers. Les Fédérations du Haut-Rhin et des Hauts-de-Seine souhaitaient que nous précisions que la création artistique comme la culture ne sauraient être soumises à de strictes logiques financières. C'était une philosophie socialiste, nous l'avons introduit.

Troisième type d'amendements : tout ceux qui concernent le droit du travail, l'emploi et les solidarités. Les Fédérations de l'Eure, de la Seine-Maritime, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis, de la Sarthe et du Val-d'Oise, ont voulu que nous traduisions le droit à l'autonomie pour les handicapés par la garantie d'un panier de soins conséquents. Les Fédérations de la Charente-Maritime et de l'Allier ont voulu que soit souligné le renforcement des droits et du statut des petits entrepreneurs et des non-salariés intégrés à la Sécurité sociale professionnelle. Pour la Fédération de la Charente maritime, nous avons inscrit le droit syndical dans les petites entreprises. La Dordogne a voulu que nous soulignions que l'égalité salariale hommes-femmes était un objectif majeur. La Fédération des Yvelines a voulu que nous imaginions des mesures permettant d'encourager la resyndicalisation des salariés ou renforçant l'indépendance de la médecine du travail. La Fédération des Alpes-de-Haute-Provence a proposé de favoriser le recours aux CDI en



Ils-elles l'ont dit

Harlem Désir

Révolution copernicienne

« Le Parti socialiste veut proposer un autre choix, un autre modèle de développement que celui du « toujours plus d'injustices, toujours moins de solidarité, toujours plus de gains de court terme pour quelques-uns, toujours moins d'investissements d'avenir pour le pays ». Nous proposons une véritable révolution copernicienne ».

Guillaume Bachelay

Finance

« Seule la gauche soutient l'économie réelle car, côté libéraux, on voit bien qu'on est d'abord dans l'attachement à la finance virtuelle. Je note que ce qui a fait monter le Premier ministre au créneau la semaine dernière, c'est notamment la proposition des socialistes d'une surtaxe de 15 % de l'impôt sur les sociétés pesant sur les banques et les grands établissements financiers. Ils sont attachés au marché en tout, et à son « court termisme », et également à des solutions, à des recettes, à des schémas qui sont hyper productivistes ».

Laurianne Deniaud

Monopoles

« Nous voulons faire un modèle économique sans monopoles privés où demain le service public de l'eau remplacera Veolia, où Firefox battra Microsoft et où Léo Lagrange concurrencera le Club Med ».

Michel Destot

Compétences

« Nous ne redonnerons confiance et espoir dans notre pays qu'en adoptant une dynamique de projets, de compétences partagées entre les différents échelons institutionnels, en misant surtout sur l'économie de la connaissance, sur une croissance plus respectueuse de l'environnement, c'est-à-dire plus respectueuse de l'homme ».



Ils-elles l'ont dit

Patrick Menucci

Cocktail explosif

« La liste des annonces choc du gouvernement est longue, celle des mesures utiles est inexistante. Au lieu de communiquer et d'attiser les peurs, est-ce que le pouvoir sarkozyste ne pourrait pas utiliser son Kärcher pour nettoyer les niches fiscales, ou briser le bouclier fiscal ? Est-ce qu'il ne pourrait pas proposer une réforme des retraites qui soit moins injuste et plus pérenne ? »

Gérard Collomb

Crédibilité

« Les Français vont s'interroger sur notre crédibilité. Il ne faut pas simplement que nous reprenions le pouvoir, il faut qu'un an après, nous n'ayons pas déçu les Français. Regardons d'ailleurs le timing du calendrier : 2012, des élections présidentielles ; 2014, des élections qui seront une répétition générale : les municipales, les cantonales, les régionales. Ça veut dire que tous les pouvoirs locaux seront remis en cause. Si nous nous trouvons dans une situation où nous ayons raté économiquement, on voit bien dans quelle situation politique nous nous trouverions. Il me semble qu'aujourd'hui, il y a effectivement une possibilité d'aller de l'avant, mais en nous appuyant sur des éléments réels de notre société ».

Christian Paul

Alternative productive

« Il y a devant nous trois scénarios possibles. Le premier film, ce serait l'emballement de la crise dans un système qui resterait inchangé. C'est le scénario dont sont porteuses les idées néolibérales. Le second est celui du système remaquillé. Le troisième est celui que nous exposons dans cette Convention. C'est celui d'une alternative productive. Nous devons être les éclaireurs de cette visibilité et de ces changements ».

modulant les cotisations sociales des entreprises. La Fédération de la Charente nous propose de souligner le rôle de l'enseignement professionnel et par alternance. Celle d'Indre-et-Loire d'intégrer les stages dans le calcul des retraites. Enfin, celle du Rhône, de renforcer le rôle de la négociation collective, de la démocratie sociale à tous les niveaux.

Le quatrième thème était celui de l'économie, de la finance et de la fiscalité. La Fédération de la Charente, et je le dis devant Pierre Mauroy qui y est très attaché, a souhaité que nous insérions le mot « ouvrier » dans le texte. Ce n'est pas un gros mot, il est présent notamment dans tout ce qui concerne la politique industrielle. La Fédération des Alpes-Maritimes nous a demandé de préciser que nous interdirons les opérations de vente à découvert sans mise de fonds. Celle de la Côte d'Or nous a demandé d'ajouter l'industrie du luxe aux filières d'avenir. Celle de l'Ille-et-Vilaine de préciser que les privatisations ne se limitent pas à celle de La Poste. Les Fédérations de la Seine-Maritime et des Hauts-de-Seine nous ont demandé de mener une action volontariste pour augmenter le taux d'emploi des femmes, comme celui des jeunes et des seniors.

Nous avons supprimé, à la demande des Fédérations du Loiret et du Val-d'Oise, la mention au crédit d'impôt, pour intégrer le RSA et la PPE à la refondation de l'imposition sur le revenu. Les Fédérations de la Charente Maritime, de la Haute-Garonne, du Finistère, la Fédération des Français de l'étranger, de la Guadeloupe, nous ont demandé de préciser que les organisations syndicales seront intégrées dans le comité prospectif que propose de créer notre texte.

Les Fédérations de la Charente et du Doubs nous ont demandé de préciser qu'il n'y aura plus de plans de sauvetage des banques sans entrée de l'État au capital et au conseil d'administration. La Fédération de la Seine-Saint-Denis rappelle que la réduction des inégalités individuelles est un objectif prioritaire pour les socialistes. Celle des Hauts-de-Seine nous demande de mettre en place un serpent fiscal européen. Celle des Bouches-du-Rhône insiste pour que nous créions la possibilité d'une action de groupe des consommateurs. Les Fédérations de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne nous demandent de réformer la taxe d'habitation pour davantage de justice dans les taxes qui pèsent sur les ménages. La Fédération de la Charente a demandé que nous

précisions que l'eau et l'énergie font partie des services constitutifs de notre bien-être, et qu'à ce titre, la puissance publique doit mettre en place de politiques, notamment tarifaires, pour garantir l'égal accès à tous.

L'avant-dernière rubrique concerne l'économie sociale et solidaire. La Fédération de la Vienne et la Fédération du Finistère nous ont demandé d'ajouter les sociétés coopératives d'intérêt collectif (les SCIC) aux formes de l'économie sociale et solidaire que nous voulons encourager. Les Fédérations de l'Allier, de Paris, de la Seine-et-Marne et du Vaucluse ont proposé de soutenir et de favoriser le développement du milieu associatif et du bénévolat. Enfin, dernier thème pour nos amendements : les territoires. Calvados et Paris : renforcer les sanctions à l'égard des communes qui ne respectent pas les 20 % de logements sociaux. Paris encore : prendre en compte la mutation des villes durables, attractives et solidaires. Maine-et-Loire : affirmer les principes clairs pour la décentralisation : péréquation, autonomie financière, compétence générale. Guadeloupe : évidemment la spécificité des Outre-Mer doit être affirmée dans les schémas des services publics. Charente : remettre en cause la réforme territoriale en cours et lancer un programme de rénovation de l'habitat social.

D'autres thèmes ont été évoqués, qui sont plus spécifiques à certaines fédérations comme le nucléaire. La Fédération des Bouches-du-Rhône demande de préciser que le nucléaire devra rester dans secteur public. C'est chose faite. Celle des Deux-Sèvres et celle de l'Essonne, d'ajouter la laïcité comme valeur du socialisme. Enfin, la Charente nous demande de remettre en cause la RGPP, la " rigueur généralisée des politiques publiques ". Je ne suis pas sûr que ce soit le bon sigle, mais en tout cas c'est comme ça que nous l'entendons.

Le temps qui commence, c'est le temps de l'appropriation, c'est le temps de populariser cette démarche, c'est le temps de faire de ce texte un outil pour nos combats de tous les jours ».



Il-s-elles l'ont dit



Philippe Guglielmi
Premier secrétaire fédéral

« Bienvenue en Seine-Saint-Denis, bienvenue au nom de la Fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, des militants de la Seine-Saint-Denis et de ses quarante sections. Ce

qui nous importe aujourd'hui est le thème de cette convention : s'investir dans la nouvelle définition de concept, définir un nouveau modèle. Je pense qu'aujourd'hui, c'est un dynamisme qui est exprimé par ce type de réflexion, et je crois que nous sommes au rendez-vous des préoccupations des Français. Il y a un mot de Montesquieu qui dit que lorsque l'on veut faire de grandes choses, on ne se place pas au-dessus des hommes, on se place au milieu d'eux. C'est ce que font les socialistes ».

1^{ÈRE} TABLE RONDE : QUE PRODUIRE ? POUR UN NOUVEAU MODÈLE PRODUCTIF



Corinne Bord
Conseillère régionale, vice-présidente de la Fédération Léo-Lagrange

« L'économie sociale n'est pas qu'une émancipation par le travail. L'économie sociale est un autre mode de production. C'est un autre mode de concevoir les rapports dans l'entreprise, c'est un autre mode

territoire. L'économie sociale est un vecteur de développement de nos territoires, grâce à elle, on crée des emplois locaux. C'est ainsi qu'on fait de la cohésion sociale. Cela veut dire que, pour notre modèle de développement européen, pour notre texte sur la mondialisation, il faudra oser remettre en cause la stratégie de Lisbonne, oser dire que la compétitivité des territoires passe par leur cohésion, et pas le contraire, oser dire qu'à un moment donné, le développement endogène et la mobilisation des ressources, de toutes les ressources sont essentiels pour développer nos territoires, pour les rendre compétitifs, et pas le contraire. Et je pense que là, on aura franchi un pas, y compris dans la construction de l'Union européenne ».

économique de construction de l'entreprise qui ne se réduit pas à une rentabilité, une accumulation de capital à court terme, mais qui induit de mélanger ressources humaines et capital dans le long terme et dans un rapport au

2^{ÈME} TABLE RONDE : COMMENT DISTRIBUER ? LA JUSTICE ET LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DU NOUVEAU MODÈLE



Magali Vergnet
Paris XII^e, chef de projets à la mairie de Paris sur les questions de développement durable. Animatrice de la commission fédérale de la fédé de Paris sur ces questions

« Au nom de la Fédération de Paris, mais aussi au nom de toutes les villes et de toutes les métropoles, il s'agit de lutter contre les inégalités sociales et écologiques territoriales. J'interviens pour défendre l'amendement « ville durable », car il ne faut pas oublier

moyens, nous nous appuyons de plus en plus sur les collectivités locales comme laboratoires du développement durable. Ce sont les villes et ce sont les territoires qui sont organisateurs des services publics locaux, comme l'eau, elles avancent aussi sur les transports en commun. À l'heure où 80 % des populations vivent en ville, il est important que nous posions dans nos modèles de développement un retour vers la ville compacte et la ville agréable, mais aussi vers la ville solidaire avec des logements pour nous tous. Ces logements doivent être le plus près possible des services pour permettre aux gens de ne pas faire deux heures de transports pour trouver un emploi, pour aller au cinéma, pour avoir des commerces. C'est pourquoi nous soutenons l'amendement collectivités locales, l'amendement ville durable qui permet aussi, à l'heure où le gouvernement détricote les compétences des collectivités, de rappeler que la société écologique et sociale commence chez nous, commence devant chez nous ».

les collectivités territoriales. L'environnement, c'est l'énergie, ce sont les échanges mondiaux. Mais si on parle du global il faut aussi parler du local, parler de nos territoires. À l'heure où le gouvernement détricote les compétences des collectivités locales, leur coupe les

Pascale Gérard **Sécurité**

« Aux nouvelles insécurités dans l'emploi, nous répondons nouvelles sécurités, nouveaux droits pour les travailleurs, et en l'occurrence, sécurité sociale professionnelle. C'est la volonté d'assurer à chacun une insertion et une continuité professionnelle garantie collectivement, assortie d'une rémunération décente, sans rupture douloureuse, de la sortie de l'école jusqu'à la retraite ».

Delphine Mayrargue **Dogme**

« Nous rompons avec le dogme du recul de la puissance publique, comme si l'État, c'était le mal, avec le dogme de la baisse des prélèvements obligatoires, comme si la baisse des impôts était une finalité en soi, avec le dogme du pacte de stabilité, comme si l'avenir devait se mesurer à une approche purement comptable ».

Alain Bergounioux **Transparence**

« L'évolution vers de nouvelles formes de production et de nouveaux modes de consommation ne peut pas se concevoir sans une approche plus exigeante de la démocratie fondée sur plus de transparence dans l'évaluation des politiques publiques et plus de délibérations dans les prises de décisions ».

Pouria Amirshahi **Coopération**

« L'expression d'intérêt général, c'est évidemment redonner du sens, c'est-à-dire ce qui peut permettre aujourd'hui de réorienter nos destinées communes, de réorienter les économies mondiales, et tout simplement de mettre en avant d'abord les coopérations plutôt que les concurrences ».

Philippe Martin **Avenir**

« C'est toujours très difficile d'expliquer à des gens qu'il conviendrait qu'ils habitent dans des logements à énergie positive quand ils n'ont pas de logements du tout et c'est toujours difficile de parler de l'avenir des générations futures lorsque la question environnementale renvoie à très loin. Ce texte nous permet d'affirmer qu'environnement et développement vont de pair, et que pour ce combat les socialistes désormais sont prêts ».



Ils-elles l'ont dit

Monique Saliou

PSE

« C'est une des premières fois que nous arrivons à incorporer à ce point dans notre réflexion et dans nos propositions, destinées à notre pays, une approche européenne et internationale. Car nous ne pouvons pas faire cela tout seuls, il faut que nous apprenions, plus que nous ne le faisons maintenant, à travailler avec nos camarades du PSE, et pas seulement avec nos camarades en Allemagne, mais avec l'ensemble des partis du PSE ».

Christophe Caresche

Croissance sélective

« La décroissance n'est pas une solution. La décroissance, ça s'appelle la récession, et la récession, c'est évidemment une spirale qui est tout à fait dangereuse et qui peut amener de graves troubles. Nous devons inventer un projet, un modèle tout à fait original celui de croissance dite sélective, mais, encore une fois, il faut sans doute lui donner beaucoup plus de contenu que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, et dire clairement par exemple ce que nous voulons limiter ».

Gérard Filoche

Cohérence

« Il a fallu 80 ans pour passer de la journée de 17 heures à la journée de 10 heures. Il a fallu 70 ans pour passer des 40 heures aux 35 heures. Nous avons pu, en soixante-dix ans, faire quatre choses : avoir plus d'emploi, produire plus, gagner plus et travailler moins. Nous, socialistes, ne sommes pas incohérents. On ne s'est pas battus pendant des années pour réduire la durée du travail sur la semaine, pour accepter qu'on l'allonge sur la vie et pour annuler tout ce que nous avons fait de ce côté-là ! »



Thierry Philip
Maire du
3^e arrondissement
de Lyon,
Conseiller régional

« S'il y a un sujet où le concept du développement durable et de la social-écologie doit s'appliquer, c'est bien celui de la santé. La relation santé environnement, c'est quatre choses : c'est l'environnement stricto sensu, c'est l'air qu'on respire, c'est l'eau qu'on boit, c'est l'appartement dans lequel on habite qui peut être pollué, le sol sur lequel on marche, c'est l'activité physique qu'on fait ou qu'on ne fait pas. C'est la relation santé-travail. C'est les comportements individuels, l'alcool, le tabac, l'activité physique, et la génétique à laquelle on ne peut rien. Comment produire dans le monde de la santé ? C'est la question, il y a deux pistes de réflexion. D'abord, il s'agit de transformer le système de soins en système de santé. L'air, l'habitat, le travail, le sol, l'activité physique, l'alimentation, c'est de la santé. Ça ne se passe pas dans les hôpitaux, mais c'est



Éric Degand
Section de Blagnac (31)

aujourd'hui les plans sociaux, la précarité et le chômage partiel. Le chômage partiel, ce n'est pas 35 heures, c'est souvent moins et l'obligation de voir ces salaires en diminution. Nous avons, au niveau de ma Section et au niveau de notre Fédération de la Haute-Garonne, une vision un peu plus édifiée de la Sécurité sociale professionnelle car nous avons déploré un droit seulement protecteur même s'il nécessite effectivement d'être affirmé. La Sécurité sociale professionnelle doit être à la hauteur des enjeux, parce que l'emploi, c'est effectivement le

ça la santé, donc il faudrait arrêter de confondre perpétuellement la santé et les soins. La deuxième piste de réflexion pose la question du Comment faire ? Trois options. D'abord l'économie sociale et solidaire, nous avons dans la tête un système non-lucratif et un système où les gens travaillent pour produire du bien-être. Deuxième option : remettre le système à l'endroit. Notre système est à l'envers, il est basé sur les hôpitaux, il faut le baser sur les territoires et sur la médecine générale. Il faut défendre la médecine générale. Troisième option : nous ne ferons pas tout, seuls. Nous ne pourrions pas faire que du public-public avec 15 milliards d'euros de déficit, il faut regarder du côté de la mutualité, là encore c'est du non-lucratif. Je n'aime pas la société du "care", parce que "take care", en anglais, cela veut dire prendre soin. Je préfère la nouvelle formulation, qu'on trouve d'ailleurs dans le texte, celle du bien-être, car le bien-être, c'est exactement ce que je viens de décrire. Oui à une société du bien-être, oui à une société telle que nous essayons de la faire dans nos villes, dans nos régions, et finalement oui à reproduire au niveau national ce qui fait notre succès au niveau local ».

« Nicolas Sarkozy est le champion d'une société qui ne fait pas sa place à personne, ni aux jeunes, ni aux plus anciens et encore moins aux salariés en activité qui subissent le socle de la protection sociale, c'est le socle de notre système de retraite et de son financement. Cette Sécurité sociale professionnelle doit être une ambition majeure. Nous avons parlé démocratie sociale, nous avons parlé gouvernance partagée. En la matière, nous proposons que dans le texte soit intégrée l'idée d'un dispositif qui intègre l'ensemble des acteurs sociaux : les collectivités territoriales bien évidemment, l'État, les organisations professionnelles, les organisations syndicales. C'est un message de dialogue social qui est nécessaire et mobilisateur pour tous. C'est un enjeu qui est la base d'un nouveau modèle de société qui accorde à chacun son droit à un emploi et aussi à une formation, et à la promotion des compétences. Cette gouvernance partagée doit dépasser une vision protectrice pour promouvoir l'emploi et la formation professionnelle continue. Il s'agit d'afficher une mobilisation et une participation de tous les acteurs sociaux ».



Ils-elles l'ont dit



Marianne Moukomel
Section Marseille 7 (13)

« Réinvestir les idées, pour 2012, et redonner l'espoir pour toutes celles et pour tous ceux qui sont tant dans la précarité et dans la difficulté pour les vingt années à venir

est quelque chose de fondamental. Je voudrais vous donner les amendements, défendus par la Fédération des Bouches-du-Rhône, que nous souhaitons porter et que j'espère vous pourrez voter avec nous. Le premier porte sur la proximité qui doit exister, et qui est essentielle, entre les consommateurs et les producteurs. Arrêtons de laisser tous les profits aux grands redistributeurs et retravaillons sur la proximité entre les consommateurs et les producteurs, qu'il s'agisse d'agriculture ou de produits manufacturés. Dans le même

ordre d'idée, nous avons proposé un amendement sur la création de class action de consommateurs afin de donner davantage de force aux consommateurs et éventuellement à l'ensemble des producteurs aussi. Qu'on arrête de laisser toutes nos possibilités financières, et celle des consommateurs en particulier, à tous ces intermédiaires, qui sont effectivement sources d'emplois, mais qui ne sont pas forcément extrêmement productives. Tout ceci s'inscrit dans le cadre d'un vrai choix de démocratie. La démocratie, nous en parlons très souvent dans notre fédé, et nous avons insisté pour qu'on parle aussi de démocratie au niveau des choix, qu'ils soient des choix industriels, énergétiques, comme des choix économiques. Il ne faut pas parler que de la démocratie au niveau de la justice. Nous avons fait un petit amendement sur la question du nucléaire, le nucléaire est une chose qui doit se discuter aussi au niveau de la population. Car actuellement, ce sujet est discuté simplement entre technocrates et financiers ».



Françoise Lung
Secrétaire de la section d'Ambérieu en Bugey (01)

« Je ne sais pas s'il appartient aux vieux d'être experts en matière de vieillesse, mais dans la Fédération de l'Ain, nous avons fait une constatation primaire, que les trois premières lettres de vieillesse, c'est

V, I, E, et tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Nous pensons que la vieillesse est notre avenir, le vôtre, du moins, nous l'espérons. Nous avons déposé deux amendements sur la prise en charge de la vieillesse. La vieillesse est devenue un marché, avec toutes les inégalités que

cela peut induire. Dans la fédé de l'Ain, nous proposons un service public de la vieillesse. Nous proposons, comme pour le secteur de l'enfance, un service public pour bien vivre sa vieillesse sur des bases identiques sur tout le territoire. Notre second amendement porte sur la prise en charge solidaire. Nous proposons de consacrer un paragraphe sur les personnes âgées, en ajoutant que pour les personnes âgées qui ont besoin des services collectifs, il s'agira de prévoir un reste à charge proportionnel à ses ressources, et un reste à vivre pour permettre à celui ou celle du couple qui reste à domicile de vivre dignement. Ce sont des propositions très terre-à-terre, mais au quotidien, vous devez rencontrer beaucoup de gens dont c'est le souci. Il s'agit ici de dire que non seulement les socialistes ont de grandes idées, mais qu'au quotidien, ils savent écouter les gens qui vivent avec eux ».

Laurence Rossignol

Hyper-consumérisme

« Il faut avoir à l'idée que lutter contre l'hyper consumérisme n'est pas une préoccupation de bobos. Le gaspillage, le jetable, cette société-là est une société qui pénalise d'abord les plus fragiles. Elle les pénalise directement dans leurs budgets, elle les pénalise en les faisant vivre dans la frustration permanente d'une consommation qu'ils n'atteindront pas, elle les pénalise aussi parce que la consommation, c'est un outil de domination culturelle ».

Liem Hoang Ngoc

Relancer

« C'est bien la stagnation du pouvoir d'achat des ménages à revenus moyens et modestes qui dans un cas explique la panne de croissance des pays du noyau dur européen, et dans l'autre cas, explique la montée de l'endettement de ces ménages. Si l'on veut véritablement s'attaquer à la racine de cette crise, il faudra traiter le problème des inégalités, et également relancer les économies et combattre à tout prix les politiques d'austérité qui s'abattent aujourd'hui un peu partout en Europe ».

Elisabeth Guigou

Complémentarité

« Il y a des complémentarités entre l'Europe, le sud de la Méditerranée et l'Afrique, que nous devons absolument exploiter, parce que là-bas se trouve tout ce qu'il n'y a pas chez nous au nord de la Méditerranée, et inversement. Ils ont l'énergie, les matières premières, nous avons les technologies et le savoir-faire. Ils ont la vitalité démographique et nous, nous allons vieillir terriblement. Nous avons le devoir d'aller organiser ces complémentarités, et de relever ensemble des défis qui nous sont communs : le réchauffement climatique, la sécurité alimentaire, et je ne vous parle pas de la lutte contre l'insécurité ».



Ils-elles l'ont dit

Henri Weber

Normes

« Le juste échange, c'est celui qui intègre aux traités commerciaux internationaux non seulement des normes économiques classiques, la baisse des barrières douanières, mais également des normes non marchandes, et qui considère que ces normes non marchandes ont autant d'importance et de légitimité que les autres, et que, lorsqu'il y a conflit de normes, il doit y avoir une instance internationale pour trancher ».

Razzy Hammadi

Salariés

« Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé. La question des salaires et de la demande intérieure ne doit plus être un tabou. Nous devons dire aux enfants de France que des salaires qui progressent, ce n'est pas de l'utopie, du gauchisme ou de l'irréalisme, c'est au cœur du projet socialiste, aux fondements d'un système économique qui devient efficace aussi car, pour produire, il faut bien aussi qu'on consomme sans pour autant se méprendre sur l'ensemble de la chaîne ».

Gwenegon Bui

Foncier

« La spéculation immobilière et foncière est la mère de toutes les spéculations. On peut se rappeler que c'est la défaillance massive des subprimes en 2007 qui est le point de départ de la crise qui met à genoux maintenant des peuples entiers. En dix ans, plus de 120 % d'augmentation du prix du mètre carré en moyenne en France ! Combien de salaires ont connu une telle inflation pendant cette même période, hormis de celui de notre président de la République ou de quelques patrons du CAC 40 ? Personne ».



Claude Waret
Section Paris 12 (75)

principal de la création de richesses, dans lequel l'ensemble des parties prenantes ont leur mot à dire, ce qui passe par une représentation des salariés dans les instances de décision, avec des structures de gouvernance adaptées. Cependant, il fait l'impasse sur le puissant mouvement international dit de responsabilité sociale de l'entreprise, RSE, qui est la responsabilité sociale et environnementale, qui lie performance économique, sociale et environnementale, et se dote des outils d'évaluation et de contrôle correspondants. À la page 14 : " Dans notre vision de l'entreprise, les salariés

« Le texte adopté par le Conseil national du 27 avril 2010 marque des progrès notables quant à notre conception du rôle de l'entreprise comme lieu

ont également vocation à être présents dans les instances de décision. " Nous proposons d'aller vers la généralisation de la présence des représentants des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises, entre parenthèses ce qui passe par la généralisation du modèle, avec conseil de surveillance et directoire. ", nous proposons d'ajouter : " Pour ce faire, il convient d'utiliser pleinement les outils de la responsabilité sociale des entreprises qui évaluent les performances de celles-ci à partir d'une approche combinée de la performance économique, de la performance sociale et de la performance environnementale. À cet égard, la publication du rapport annuel de développement durable, qui intègre ces éléments, actuellement obligatoire pour les entreprises du CAC 40, sera progressivement généralisée et adaptée en fonction de la taille des entreprises. Les représentants des salariés seront associés aux orientations et au contrôle des engagements de responsabilité sociale pris par les entreprises. " Ceci est une proposition, un amendement du PS Paris 12^e ».



Alexie Lorca
Secrétaire de la section de Montreuil (93)

pour nous, militants socialistes, ce nouveau modèle de développement, de même que les propositions socialistes sur les retraites, sont vraiment les outils dont nous avons besoin, car ils indiquent clairement qu'un choix de société de gauche n'est pas un choix de société de droite. Plusieurs camarades ont parlé de remettre l'humain au cœur de notre modèle de développement. C'est redonner du sens à l'action publique et politique. Mais nous devons concrétiser cette idée, nous devons convaincre nos concitoyens de devenir le cœur de ce

« À Montreuil, s'installe progressivement, chez nombre de nos concitoyens, et souvent chez les plus pauvres, un esprit de résignation, de renoncement. Beaucoup de jeunes, notamment, en sont victimes.

Dans ce contexte,

projet et de le porter avec nous. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons mettre en œuvre cette nouvelle gouvernance. À Montreuil, nous avons commencé ce travail. Notre démarche est plus humble nous allons sur les marchés, les bas d'immeubles et les bistrots. Nous nous heurtons au début à beaucoup de suspicion : " Vous n'arriverez jamais à mettre en œuvre tout ça... ". Nous avons répondu en poussant à son paroxysme le cynisme de la droite. Car s'ils nous taxent de ringardise, eux sont cyniques. Et à tout prendre, je préfère être ringarde, car c'est une question de tendance, de mode, alors que le cynisme est affaire de valeur. Quand on démonte et qu'on démontre l'ineptie et le cynisme des arguments de la droite, on est entendu, et l'on peut ensuite exposer nos propositions, redonner de l'espoir et redonner envie de se battre, lutter contre ce renoncement et cette résignation. Pour les militants, c'est un travail méticuleux, long et passionnant, mais nous ne lâcherons pas. Ce modèle de développement, nous le portons déjà, et nous le porterons jusqu'au bout ».



Ils-elles l'ont dit



Olivier Glenet
Section de
Saint-Dizier, (52)

est critiquée de toute part. Deuxième constat : il n'y a plus beaucoup de lisibilité de l'impôt en général parmi toutes les strates d'impôts locaux et d'impôts nationaux. Notre amendement pose donc une vraie révolution fiscale sans s'enfermer dans le carcan des impôts existants.

Car peut-être ne faut-il pas rester dans le cadre actuel d'imposition et faire vraiment table rase de tous les impôts existants. Il s'agirait ainsi de reconstruire un système fiscal neuf, complet en se basant sur tout ce qui est

« J'interviens pour défendre un amendement proposé par la Fédération de Haute-Marne, sur la fiscalité. Tout est parti de deux constats. Le premier, c'est que l'idée même d'impôt

revenu, patrimoine et consommation, qui sont les trois piliers de l'imposition en France.

L'idée de la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu est une très bonne idée, mais peut-être faudrait-il avoir plus de créativité, aller plus loin, peut-être faudrait-il songer également à changer la définition de revenu en intégrant notamment les revenus réellement disponibles et les dépenses contraintes. Peut-être faudrait-il aussi réfléchir sur la taxation de l'habitation, qui est également un peu obscure, et peut-être essayer de l'appuyer plus sur l'impôt sur le revenu. Un autre point essentiel bien sûr, c'est l'impôt sur le patrimoine. Je pense qu'il faut vraiment réhabiliter un vrai impôt sur le patrimoine et ne pas se cacher derrière des mots ; fusionner éventuellement taxe foncière avec impôt sur la fortune pour faire un grand impôt avec redistribution bien sûr aux collectivités locales. Sans oublier la progressivité, le but étant au final d'avoir une lisibilité la plus grande possible pour que les impôts soient plus compris ».



Dominique Potier
Maire de Lay-Saint-Remy, président de la Communauté de communes du Toulois, (54)

d'initiatives urbaines et rurales ont en effet précédé la révolution culturelle que nous vivons aujourd'hui. Si nous voulons, et nous le voulons, que demain le développement territorial soit à nouveau le cadre et le creuset d'un autre style de vie, de travail, de gouvernement de la vie publique, nous devons retrouver un État stratège en matière d'aménagement du territoire, un État péréquateur en matière de péréquation fiscale. Mais nous avons aussi un souci et une inquiétude sur des fragilités, des zones de risques sur lesquelles la gauche a peu investi

« Envisager ce nouveau modèle de développement peut être l'occasion de mettre en valeur l'expérience de notre territoire comme l'une des sources de cette nouvelle visée politique. Mille intuitions, des centaines

en matière d'action et de pensée. Il y a trois dossiers qui sont en jachère, mais qui méritent d'être approfondis sur le terrain et avant 2012.

Le premier est celui de l'archaïsme fiscal. Le deuxième point est celui de la compétition des territoires. Il nous faut donc réinventer des liens entre les territoires qui passent par la planification et de nouvelles péréquations. Enfin, personne ne conteste le fait urbain. Mais si à côté de ce fait urbain on ne met pas en valeur les fonctions du milieu rural, l'art de vivre qui doit s'y développer et les fonctions qu'il remplit, si on ne pose pas la question des mobilités, de la périurbanité, de la consommation du foncier, alors nous laissons en friche des dossiers complets entre le rural et l'urbain, qui aujourd'hui ne sont pas traités par les modes de gouvernance de nos territoires, et qui ne sont pas pensés aujourd'hui.

Je vous invite donc à penser à travers cette Convention une autre idée de la métropolisation, une autre idée de l'aménagement du territoire pour un autre renouveau du développement local ».

Henri Emmanuelli

Emploi

« Le gouvernement actuel a réussi à faire croire que le sujet numéro un était la retraite à 60 ans. Le problème numéro un n'est pas ce problème-là : c'est le niveau de l'emploi ! Le problème numéro un, c'est la croissance des années à venir. Si nous ne retrouvons pas un certain taux de croissance et si cette croissance n'est pas plus riche en emplois, alors ne nous posons pas de questions sur 2050. Il n'y aura plus de retraite par répartition, il n'y aura plus de protection sociale si l'on est encore à 10 ou 12 % de chômeurs ».

Marie-Noëlle Lienemann

Redistribution

« La redistribution des richesses constitue un élément de la croissance. Parce que les couches populaires seront en situation de voir leurs besoins fondamentaux pris en compte et respectés, à ce moment-là, nous produirons une croissance supplémentaire par rapport à ce que nous avons opéré ».

Dominique Lefebvre

Dépenses publiques

« Lorsque, en 2012, nous reviendrons aux responsabilités, la dette dépassera 90 % du PIB, c'est inscrit dans les chiffres, et ce sera le résultat d'une politique de la droite qui, d'une part, n'a jamais su maîtriser et réorienter la dépense publique, et qui surtout a baissé de manière incohérente et systématique les prélèvements obligatoires et financé cette baisse de prélèvements obligatoires uniquement par l'endettement, alors même que ces baisses d'impôts, qui ont bénéficié aux plus riches, n'ont pas été compensées par des baisses de dépenses publiques équivalentes ».

Clotilde Walter

Héritage lourd

« La situation du pays, la fragilité des finances publiques, la situation à laquelle les Français sont confrontés, c'est la droite qui l'a créée. N'hésitons pas à le répéter, à le marteler, cela n'est pas assez clair dans les esprits, il ne faut jamais renoncer à le dire ».

Retrouvez l'intégralité des interventions sur parti-socialiste.fr

Pour la croissance verte et la social-écologie

Contribution de Ségolène Royal (extraits)



Cette contribution sur la mutation écologique de l'économie vient en appui de la réflexion du Parti socialiste sur le nouveau modèle de développement.

« L'écologie n'est pas une contrainte négative ralentissant la croissance et poussant à consommer moins. Anticiper la production d'énergies nouvelles, faire muter l'industrie vers les technologies propres, investir en R&D, raccourcir les circuits de distribution du producteur au consommateur, sont autant d'opportunités d'innovations et d'emplois. En France, le potentiel de croissance verte existe. Partout, sur les territoires, les entreprises, les particuliers et les collectivités locales, s'élancent sur ce chemin porteur. Ce qui est possible et qui marche dans les régions et dans les villes est possible et marchera à l'échelle nationale avec l'effet amplificateur que créera la synergie de l'ensemble.

Quelques exemples concrets de la croissance verte en région peuvent illustrer ce mouvement.

Le potentiel de la croissance verte sur les territoires

En Poitou-Charentes, 20% du budget régional est consacré chaque année à l'excellence environnementale. Les récents résultats des élections régionales montrent que ce choix recueille l'adhésion du plus grand nombre. Les travaux engagés dans les lycées depuis 2004 permettent de couvrir 14% de leurs dépenses énergétiques à partir d'énergies renouvelables et la région a construit le lycée Kyoto,

premier lycée d'Europe « zéro énergie fossile ». Au titre des politiques industrielles régionales, l'enjeu majeur est de renforcer la compétitivité des entreprises en favorisant leur accès aux nouveaux secteurs stratégiques de la croissance verte et de créer des filières nouvelles. La création, dès 2005 en Poitou-Charentes, du pôle régional des éco-industries qui fédère actuellement plus de 600 entreprises, laboratoires et centres de recherche, et 15 000 emplois, répond à cet enjeu ainsi que les efforts réalisés pour stimuler le développement de filières industrielles dans les secteurs du photovoltaïque, des isolants naturels ou encore de l'agriculture biologique. La maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables sont les 3 piliers d'une politique énergétique des régions permettant d'atteindre l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30% à l'horizon 2020.

Développer les filières vertes d'excellence

L'énergie photovoltaïque
Un investissement massif dans les installations photovoltaïques permettrait de développer l'industrie photovoltaïque afin de maîtriser l'ensemble de la chaîne logistique et de garantir la sécurité des projets locaux, de mettre en œuvre des technologies innovantes afin d'anticiper l'évolution du marché à moyen terme, de créer un berceau industriel pour les énergies renouvelables, étroitement lié aux laboratoires de recherche des universités locales, de développer une véritable filière

photovoltaïque et les emplois qui vont avec. Le plan énergie solaire en cours permettra de créer 2 500 emplois en Poitou-Charentes. Première en Europe, la région Poitou-Charentes a pu signer une convention de financement d'installations photovoltaïques avec la Banque européenne d'investissement avec l'objectif de 2,5 millions de mètres carrés de panneaux installés d'ici 2014.

Le développement des véhicules décarbonés

La lutte contre les changements climatiques passe par la recherche de modes de transports plus économes en énergies fossiles. L'avenir est au véhicule électrique. La France a la chance de disposer de deux grands constructeurs automobiles auxquels s'ajoute un tissu de PME capable d'innovation et d'agilité dans ses modes de production. L'exemple du développement de la voiture électrique d'Heuliez en un temps record montre que ce bond technologique est possible dès lors qu'il y a une impulsion publique. La région est entrée au capital d'Heuliez, ce qui permet d'avoir un droit de regard sur les choix stratégiques de l'entreprise, et pourra également se traduire par un retour sur investissement pour le contribuable régional lorsque la société Heuliez fera des bénéfices.

Le développement des biocarburants de deuxième et troisième génération, les biomatériaux et la chimie verte

En créant la Société d'économie mixte Valagro Carbone Renouvelable, la région entendait développer des technologies innovantes

de production de biocarburants de deuxième et troisième génération, élaborés à partir de coproduits agricoles et de biomasse. En complément, Poitou-Charentes a été la première région à faire rouler des TER aux biocarburants. Au travers de la Société d'économie mixte Valagro Carbone Renouvelable, la région est détentrice d'une cinquantaine de brevets d'invention, desquels elle tirera un bénéfice lorsque certains d'entre eux feront l'objet d'un transfert de technologies et d'une mise en production.

Réseaux intelligents et stockage de l'énergie

Le potentiel énergétique marin est considérable et peut faire l'objet d'un développement respectant les différents usages de la mer et la biodiversité et favoriser l'émergence d'une filière industrielle régionale, grâce notamment à la mise en place de projets démonstratifs sur le domaine maritime régional.

Encourager la mutation écologique des entreprises et des filières

La région Poitou-Charentes a décidé d'engager des démarches partenariales volontaristes avec les entreprises et les industries régionales, au moyen de conventions de conversion écologique et sociale. L'objectif est de réduire la production de déchets industriels.

Soutenir l'emploi et la formation dans les filières vertes

Un programme massif de formation aux nouveaux emplois verts doit accompagner la mutation écologique de l'économie. Les régions, dont c'est la compétence, ont un rôle majeur à jouer. Dans le cadre du plan régional de développement des énergies renouvelables, la région se fixe l'objectif de tripler sa production d'énergie renouvelable d'ici 2015 (soit 25% des consommations) et d'atteindre un niveau de 30% d'énergie

renouvelable dans la consommation régionale d'énergie finale. Un tel objectif représente un potentiel de création de plus de 8 000 emplois pérennes et non délocalisables.

Soutenir la recherche et l'innovation dans la croissance verte : mobiliser les outils innovants à fort effet de levier

Il s'agit là pour la région de pallier la carence des marchés financiers régionaux, avec notamment la société de capital risque régionale Poitou-Charentes Innovation ; le Fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI) Poitou-Charentes Croissance verte et Innovation ; le Fonds régional de co-investissement en cours de création. En complément, la région stimule également le développement d'une offre régionale compétitive et qualitative de financement des projets par la dette avec la mise en place du prêt « PME croissance verte Poitou-Charentes » avec la Banque européenne d'investissement.

Un exemple d'écologie incitative plutôt que punitive : le bonus vert

Lancé il y a dix mois, le bonus vert a profité à 20 000 habitants de la région et a dopé l'achat de matériel plus économe en énergie. Tout le contraire de la punition qu'aurait constituée la taxe carbone en l'absence de moyens alternatifs de transports.

Une agriculture raisonnée permettant aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail

Avec la volonté de soutenir les démarches d'excellence environnementale et de développement durable, la Région Poitou-Charentes accompagne l'innovation et la création d'activités agricoles, en privilégiant les soutiens aux projets adhérents à des démarches

collectives, dont les démarches qualité. Nous avons fixé plusieurs objectifs afin d'apporter des réponses adaptées à la crise agricole actuelle : promouvoir la qualité, notamment par la conversion des exploitations à l'agriculture biologique, accompagner le développement d'une activité raisonnable et durable, aider l'emploi et l'installation de jeunes agriculteurs, conserver la diversification de la production agricole, accompagner la transmission d'exploitation, économiser la ressource en eau, soutenir l'innovation et la création d'activités agricoles génératrices d'emploi. La Région vient de lancer un appel à projets destiné à soutenir la création de "Magasins fermiers de la fourche à la fourchette" sur l'ensemble du territoire de Poitou-Charentes.

Encourager la participation citoyenne et renforcer le lien social

La région Poitou-Charentes a décidé, en février 2010, de lancer un appel à projets pour le développement des quartiers et des villages écologiques.

Conclusion

Pour nous, socialistes, la social-écologie doit donc aujourd'hui devenir un des piliers du modèle de société auquel nous aspirons, et la croissance verte un moyen pour y parvenir. Il dépend de nous de donner à la France toute l'énergie politique nécessaire à cette ambition.

Retrouvez l'intégralité de la contribution de Ségolène Royal sur parti-socialiste.fr

PS



les rencontres retraite

pour la retraite universelle
et personnalisée



Le Parti socialiste va à la rencontre des Français pour expliquer ses propositions pour une **réforme juste, efficace et durable** des retraites, et échanger sur son projet de **système universel et personnalisé**. L'objectif de ces **Rencontres retraite** est de dialoguer avec les Français, susciter leurs témoignages et répondre à leurs questions quant à nos propositions. Ces Rencontres retraite sont ouvertes à toutes et à tous et ont vocation à se multiplier à l'initiative des militant-e-s. Pour chaque date proposée, des personnalités nationales et locales interviendront pour décrypter les enjeux de cette réforme et démonter les idées reçues et les projets de la droite.

De nombreux outils sont à votre disposition pour organiser des Rencontres retraite et mobiliser les militant-e-s et les citoyens. Ils comprennent notamment une invitation personnalisable aux couleurs de la campagne retraite, deux clips pédagogiques, un résumé de nos propositions et le spécial 4 pages au format tabloïd : le journal des propositions retraites du PS livré dans les fédérations à remettre à tous les participants aux Rencontres retraite.

N'hésitez pas à télécharger votre kit retraites sur parti-socialiste.fr/retraites

Dates, lieux et intervenants :

9 juin	Toulouse	Pierre Moscovici, Charlotte Brun, Pierre Cohen
10 juin	Marseille	Henri Emmanuelli, Jean-Noël Guérini
10 juin	St-Ouen	Christophe Borgel
10 juin	Mont-de-Marsan	Alain Vidalies
16 juin	Belfort	Guillaume Bachelay
17 juin	Nancy	Pierre Moscovici, Michel Dinot
18 juin	Angers	Harlem Désir, Jean-Claude Antonini
21 juin	Bordeaux	Bertrand Delanoë, Alain Rousset
29 juin	Roubaix	Martine Aubry, René Vandierendonck
30 juin	Poitiers	Laurent Fabius, Alain Claeys
5 juillet	Nantes	Marisol Touraine, Jean-Marc Ayrault

Et d'autres étapes à venir : Reims, Rouen, Strasbourg, Grenoble, Tarbes, Paris, Evreux, Charleville-Mézières, Soissons, Metz, Cæn...

Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir

l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,

10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07

contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville